

Budget de la Sécu 2026 : offensive de classe contre les travailleur·ses

Communiqué de l'URC du 20 décembre 2025

Si le Budget de l'Etat 2026 n'a toujours pas été voté, par contre, le 16 décembre l'Assemblée nationale a adopté le « PLFSS » 2026, c'est-à-dire le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale. Ce vote, acquis grâce au vote Pour du PS et à l'abstention des Ecolos, marque une nouvelle étape dans l'offensive bourgeoise contre les conquis sociaux arrachés par des décennies de luttes ouvrières.

L'austérité comme arme de classe

Le budget de l'assurance maladie n'augmente que de 3%, bien en deçà de la hausse naturelle des besoins qui atteint 4% par an. Traduction concrète ? De nouvelles économies saignées sur le dos des malades et des soignant·es, dans un hôpital public déjà agonisant.

Le plafonnement des arrêts maladie illustre la brutalité de cette attaque : un mois maximum pour un premier arrêt, deux mois en cas de renouvellement. Les travailleur·ses malades devront retourner voir leur médecin, puis reprendre le travail même quand leur état ne le permet pas. Derrière le discours technocratique sur « l'absentéisme », la réalité est simple et brutale : **on force les malades à travailler pour comprimer les indemnités journalières.**

Un milliard d'euros va être ponctionné sur les complémentaires santé. Ce prélèvement sera immédiatement reporté sur les cotisations des assuré·es, qui augmenteront de 4,3% en 2026. Depuis 2022, les tarifs ont explosé de 27%.

La gauche bourgeoise complice

Ce budget n'aurait jamais pu passer sans la trahison active du Parti socialiste et des écologistes. Le PS a voté pour. Les Verts se sont majoritairement abstenus. Qu'ont-ils obtenu en échange ? Un simple décalage de la mise en œuvre de la réforme des retraites, c'est-à-dire de la hausse de l'âge légal de départ à la retraite, qui ne profitera – pour un trimestre seulement ! – qu'aux générations nées de 1964 à 1968, couplé au gain d'un trimestre de cotisation pour les personnes nées en 1964 ou 1965. Bref, une victoire en carton-pâte pour sauver Lecornu de la censure, et – pour le PS – se présenter aux prochaines élections en mettant en avant le pseudo sens des responsabilités et la politique des petits pas avant de précipiter un peu plus les classes populaires dans la fosse.

Cette capitulation s'inscrit dans 40 ans de politique ouvertement bourgeoise menée par un PS

qui n'a de socialiste que le nom. Le PS poursuit sa politique de collaboration de classe. Les Verts le rejoignent par pur calcul électoral à courte vue. La « gauche » de gouvernement montre une fois de plus son vrai visage.

Militarisation et fascisation

Pendant qu'on affame l'hôpital public, le budget militaire explose. La bourgeoisie française a fait son choix. Elle finance les marchands d'armes plutôt que de soigner les travailleur·ses. Elle offre des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises pendant que les malades paient toujours plus cher ou renoncent aux soins jugés superflus par ceux qui peuvent justement se les payer. C'est un système de soins à deux vitesses qui s'établit progressivement en France.

Cette logique n'a rien d'accidentel. Le capitalisme français est en crise. La classe dominante intensifie l'exploitation, se prépare à la guerre impérialiste, accélère la fascisation pour imposer par la force ce que les masses rejettent massivement. L'austérité ne passera que par la violence d'État.

Construisons le rapport de force

Face à cette offensive, négocier des bouts de chandelle avec le gouvernement ou ses alliés socialistes ne mène nulle part. Les compromis sont des capitulations déguisées. Il faut construire le rapport de force réel politique et syndical, avec un syndicalisme plus offensif, par la grève générale et l'auto-organisation des travailleur·ses.

L'URC défend un système de santé 100% public et gratuit, financé à hauteur des besoins réels, arraché à toute logique de rentabilité capitaliste. Cette revendication ne peut être satisfaite sans rupture avec l'ordre bourgeois.

